

100892601

MS/CPU/

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,

LE

A SISTERON (Alpes-de-Haute-Provence), 12, avenue Jean Moulin, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Michaël SANTORO, Notaire soussigné, membre de la Société par Actions Simplifiée « PROJURIS », titulaire d'un Office Notarial à la résidence de SISTERON (Alpes-de-Haute-Provence), 12, avenue Jean Moulin,

A reçu le présent acte contenant :

CESSION DE LICENCE DE DEBIT DE BOISSONS

PAR :

La Direction des Finances Publiques - Division Missions Domaniales - Gestion des Patrimoines Privés située XX

Ci-après le "CEDANT" et agissant solidairement en cas de pluralité.

D'UNE PART

La Commune de SISTERON, Collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, dont l'adresse est à SISTERON (04200), Place de la République, identifiée au SIREN sous le numéro 210 402 095.

Ci-après le "CESSIONNAIRE".

D'AUTRE PART

DELIBERATION MUNICIPALE

Le représentant de la commune est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une délibération motivée de son conseil municipal en date du XX 2023, reçue par la préfecture le XX 2023, dont une ampliation est annexée (ANNEXE).

Il déclare :

- que la délibération a été publiée dans la huitaine sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que sur le site internet de la commune, tel que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

EXPOSE

Monsieur Georges GACHET décédé, était titulaire d'une licence de débit de boissons de quatrième catégorie. Cette licence de débit de boissons de quatrième catégorie fait partie de l'actif de la succession de ce monsieur, déclarée vacante par le Tribunal judiciaire de DIGNE-LES-BAINS, le 7 juillet 2022 (copie)

La Direction des Finances Publiques - Division Missions Domaniales - Gestion des Patrimoines Privés a été nommée en qualité de curateur de cette succession vacante et à mandater Maître Yves GAUTHIER, huissier de Justice à SISTERON, afin de procéder à l'inventaire de l'actif de la succession dont cette licence 4.

Il s'avère que depuis plusieurs semaines, la commune de SISTERON entend acheter une licence 4 afin d'en équiper son Camping Municipal qui a plus de trente ans et, qu'elle a mis en gestion dans le cadre d'une Délégation de Service Public depuis l'automne 2021.

Par courriel en date du 8 juin 2023, dont copie est ci-annexée (**ANNEXE**), le service de la Direction des Finances Publiques - Division Missions Domaniales - Gestion des Patrimoines Privés a donné son accord pour la vente de cette licence 4 à QUINZE MILLE EUROS (15 000,00 EUR).

PRÉSENCE – REPRÉSENTATION

- La Direction des Finances Publiques - Division Missions Domaniales - Gestion des Patrimoines Privés, est représentée à l'acte par **XX**, dont copie est demeurée ci-annexée (**ANNEXE**).

- La Commune de SISTERON est représentée à l'acte par Monsieur **XX**, adjoint de ladite commune, dûment habilité à l'effet des présentes aux termes d'un arrêté municipal en date du **6 juillet 2021**, reçu en préfecture en date du **6 juillet 2021**, dont copie est demeurée ci-annexée (**ANNEXE**).

DÉCLARATIONS SUR LA CAPACITÉ

Préalablement à la cession de la licence, les parties déclarent :

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.
- Qu'il n'existe aucune restriction à leur capacité de s'obliger par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque.

Le **CEDANT** seul :

- Qu'il a la libre disposition de la licence vendue.

DOCUMENTS RELATIFS À LA CAPACITÉ ET À LA QUALITÉ DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant la collectivité La Commune de SISTERON

- L'avis de situation au répertoire SIRENE qui confirme l'identification de la collectivité et son existence.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

PREAMBULE

En l'absence d'initiatives privées et compte tenu de l'intérêt communal quant à la nécessité de conserver un pôle d'animation locale que constitue un débit de

boissons, le représentant de la Commune a été spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son conseil municipal en date du [REDACTED] visée par la [REDACTED] le [REDACTED] ou télétransmise à la [REDACTED] le [REDACTED], dont une ampliation est demeurée annexée (ANNEXE).

Cette délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine, ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code susvisé s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours devant le Tribunal administratif par le représentant de l'Etat dans le département pour acte contraire à la légalité, ainsi que son représentant susnommé le déclare.

CECI EXPOSE, il est passé à l'acte objet des présentes.

CESSION

Le **CEDANT** cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires et de droit et en particulier sous celles énoncées aux présentes, au **CESSIONNAIRE**, qui accepte, la licence de débit de boissons dont la désignation suit :

DESIGNATION

Une licence d'exploitation de débit de boissons et spiritueux de QUATRIEME (IV) catégorie accordée au cédant par XX le [REDACTED] sous le numéro [REDACTED].

Etant précisé que cette licence est cédée indépendamment de tous autres éléments du fonds auquel elle est attachée.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

La licence appartient au **CEDANT**, pour l'avoir acquise de :

[REDACTED]
Suivant acte

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de [REDACTED].

Les formalités de publicité et de transfert ont été régulièrement accomplies.

PROPRIETE - JOUISSANCE

Le **CESSIONNAIRE** a la propriété de la licence cédée à compter de ce jour et en a la jouissance à compter de ce même jour.

PRIX

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de QUINZE MILLE EUROS (15 000,00 EUR).

Lequel prix est payable à l'expiration du séquestre sous justification de du règlement des inscriptions et oppositions s'il en existe.

MODALITES DE PAIEMENT DU PRIX INTERVENTION DU COMPTABLE PUBLIC

Aux présentes et à l'instant même est intervenu et a comparu :

Comptable public

Lequel s'oblige à payer en l'acquit du **CESSIONNAIRE** le prix ci-dessus exprimé, sur la demande expresse du **CEDANT**, au notaire soussigné, en application de l'accomplissement des formalités et du règlement justifié des oppositions et inscriptions s'il en existe, au moyen d'un mandat de paiement qui sera émis au nom dudit notaire, sans intérêts.

DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITE COMPETENTE DE L'ETAT

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

Le seuil actuel est de 180.000 euros, tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

DISPENSE DE PRENDRE UNE INSCRIPTION

Le **CEDANT**, en se désistant de tous droits de privilège et d'action résolutoire, déclare dispenser le notaire soussigné de prendre inscription pour sûreté du paiement du prix de la présente vente et lui consent pleine et entière décharge à ce sujet.

CONSTITUTION DE SEQUESTRE

Le **CEDANT** remet la totalité du prix versé à Madame Florence ENTRESSANGLE, caissier de l'office notarial rédacteur des présentes ou son successeur dans ses fonctions, mandataire commun des parties.

Intervenant qui, connaissance prise de présentes, accepte la mission de séquestre qui lui est conférée par les parties.

Ce même séquestre, chez qui élection de domicile sera faite pour recevoir les oppositions, sera chargé d'effectuer la répartition du prix aux ayants droit.

En tout état de cause, le prix ne pourra être remis au **CEDANT** que conformément à la législation en vigueur, après l'expiration des délais d'opposition et aussi sur justificatif par le **CEDANT** :

- 1 - de la radiation des inscriptions qui pourraient grever la licence ;
- 2 - de la mainlevée des oppositions qui auraient pu être pratiquées dans le délai et la forme prévus par la loi ;
- 3 - du paiement de tous impôts directs ou indirects ;
- 4 - du règlement de toutes cotisations sociales et taxes fiscales ou parafiscales.

Le tout de manière que le **CESSIONNAIRE** ne soit jamais l'objet d'aucune poursuite du chef des créanciers du **CEDANT** et ne subisse aucun trouble dans son exploitation. Tous pouvoirs nécessaires sont, dès maintenant, donnés au séquestre à cet effet.

Au cas où le montant des sommes dues tant en vertu des inscriptions existantes et des oppositions régulièrement faites qu'en vertu des sommes pouvant être dues au Trésor Public et au bailleur, dépasserait le montant de la somme séquestrée, et à défaut d'accord amiable entre les créanciers obtenu dans le délai de cent cinq jours fixé par l'article L 143-21 du Code de commerce, le séquestre pourra, sans le concours et hors la présence des parties, après paiement des taxes et impôts privilégiés, saisir en référé le Président du Tribunal de commerce, en application des dispositions des articles 1281-1 à 1281-12 du Code de procédure civile issues du décret numéro 96-740 du 14 août 1996, à l'effet de faire ouvrir une procédure de distribution.

Il pourra également, en cas de difficultés, déposer à la Caisse des dépôts et Consignations la somme dont il est constitué séquestre, et ce dans le cadre de l'accomplissement de la procédure visée aux articles 1281-1 à 1281-12 du Code de procédure civile.

Le séquestre est, dès maintenant, autorisé à remettre au **CEDANT**, hors la présence et sans le concours du **CESSIONNAIRE**, soit l'intégralité de la somme qu'il détient, s'il n'existe aucune opposition ou inscription, soit ce qui resterait disponible après paiement des créanciers révélés et des frais. Les honoraires de Séquestre sont à la charge exclusive du **CEDANT**.

En outre, les parties soussignées conviennent que par dérogation à l'article 1936 du Code civil, le séquestre ne sera redevable envers elles d'aucun intérêt, fruit ou produit quelconque des sommes séquestrées.

Il est fait observer qu'aux termes des dispositions des articles R 211-4 et R 211-5 du Code des procédures civiles d'exécution, le séquestre devra indiquer sans

délai à l'huissier de justice qui pratique entre ses mains une saisie-attribution ou une saisie conservatoire des créances de sommes d'argent, l'étendue de ses obligations à l'égard du débiteur saisi, et s'il y a lieu, les cessions de créances, délégations ou saisies antérieures. À défaut et en l'absence de motif légitime, il pourra être condamné à payer les sommes en question au créancier sans préjudice de son recours contre le débiteur.

BLOCAGE DU PRIX

Le prix est bloqué durant toute la période d'opposition des tiers et de solidarité fiscale, ainsi que durant la période de purge des inscriptions.

Délai lié à la faculté d'opposition des créanciers

Formalités	Délais
- Publication dans un support d'annonces légales et au BODACC (bulletin officiel des annonces civiles et commerciales).	+ 15 jours de la cession.
- Article L 141-14 du Code de commerce : former opposition au paiement du prix au domicile élu.	+ 10 jours suivant la dernière en date des publications.

Délai lié à la solidarité fiscale

Il résulte des dispositions du premier alinéa de l'article 1684 du Code général des impôts que le **CESSIONNAIRE** d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou minière, peut être rendu responsable avec le **CEDANT** du paiement de certains impôts directs, à concurrence de la valeur du fonds et pendant un temps déterminé.

Cette responsabilité contraint, en pratique, le **CESSIONNAIRE** à ne pas verser immédiatement au **CEDANT** le prix de vente du fonds afin de réserver ce paiement au Trésor si le comptable des finances publiques lui en fait la demande.

La solidarité établie par le premier alinéa de l'article 1684 du Code général des impôts s'applique exclusivement aux impôts directs visés par ce texte : outre les cotisations d'impôt sur le revenu du **CEDANT**, le **CESSIONNAIRE** est responsable de l'impôt sur les sociétés et de la taxe d'apprentissage, restant dus par le **CEDANT**, conformément au troisième alinéa de cet article, qui étend la solidarité « dans les mêmes conditions en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés et la taxe d'apprentissage ».

Formalités	Délais
- Publication dans un support d'annonces légales et au BODACC (bulletin officiel des annonces civiles et commerciales).	Dans les 15 jours de la cession.
- Déclaration de vente à l'administration fiscale (article 201-1 du Code général des impôts) : à établir par le notaire.	Dans les 45 jours de la publication dans le support d'annonces légales
- Déclaration des bénéfices réels accompagnée d'un résumé du compte de résultats à l'administration fiscale (à effectuer par le cabinet comptable).	Dans les 60 jours de la publication dans le support d'annonces légales. Cette notification ouvre une période de 90 jours de solidarité fiscale.
Nota : La période de solidarité fiscale peut-être réduite de quatre-vingt-dix jours à trente jours si trois conditions cumulatives sont respectées : - l'avis de cession du fonds de commerce a été adressé à l'administration fiscale dans les 45 jours suivant la publication de la vente dans un support d'annonces légales ; - la déclaration de résultats a été déposée dans les temps, c'est-à-dire dans les 60 jours suivant la publication de la vente dans un support d'annonces légales ; - au dernier jour du mois qui précède la vente, le vendeur est à jour de ses obligations fiscales déclaratives et de paiement.	

DECLARATIONS - ENGAGEMENTS

Le **CEDANT** déclare :

- que la licence du débit de boissons est de libre disposition entre ses mains,
- qu'il s'est toujours conformé aux dispositions réglementaires et aux injonctions administratives ayant trait au commerce de débit de boissons,
- qu'il n'a jamais fait l'objet d'aucune décision de fermeture provisoire ou définitive et qu'il n'a pas été ni n'est actuellement sous le coup de poursuites ou condamnations, injonctions ou procès-verbaux émanant des autorités administratives ou judiciaire et pouvant entraîner la fermeture temporaire ou définitive du fonds présentement cédé,
- qu'il n'a jamais cessé pendant plus de cinq ans d'exploiter le débit de boissons auquel est attachée la licence cédée avec le fonds, et qu'il n'a jamais encouru la déchéance de ladite licence.

A cet égard, est demeuré annexés :

-un courrier de la préfecture du département [] en date du [] attestant que l'établissement n'a pas fait ni ne fait actuellement l'objet d'une procédure de fermeture administrative.

-un courrier des douanes et droits indirects en date du XX attestant que la licence :

*n'est pas frappée de péremption au sens de l'article L 3333-1 du Code de la santé publique, celle-ci ne s'appliquant qu'au terme d'un délai de trois ans après la fermeture du débit ;

*n'est pas située dans une zone super protégée au sens des articles 3335-1 à 3335-7 du Code de la santé publique.

Le **CESSIONNAIRE** déclare avoir été informé par le notaire soussigné des dispositions des articles L 3332-1-1 et R 3332-7 du Code de la santé publique ci-après littéralement rapportées :

Article L3332-1-1

Toute personne déclarant l'ouverture, la mutation, la translation ou le transfert d'un débit de boissons à consommer sur place de troisième et quatrième catégorie ou toute personne déclarant un établissement pourvu de la " petite licence restaurant " ou de la " licence restaurant " doit suivre une formation spécifique sur les droits et obligations attachés à l'exploitation d'un débit de boissons ou d'un établissement pourvu de la " petite licence restaurant " ou de la " licence restaurant ".

Toute personne visée à l'article L. 3331-4 doit suivre une formation spécifique sur les droits et obligations attachés à la vente à emporter de boissons alcooliques entre 22 heures et 8 heures.

A l'issue de cette formation, les personnes visées à l'alinéa précédent doivent avoir une connaissance notamment des dispositions du présent code relatives à la prévention et la lutte contre l'alcoolisme, la protection des mineurs et la répression de l'ivresse publique mais aussi de la législation sur les stupéfiants, la revente de tabac, la lutte contre le bruit, les faits susceptibles d'entraîner une fermeture administrative, les principes généraux de la responsabilité civile et pénale des personnes physiques et des personnes morales et la lutte contre la discrimination.

Tout organisme de formation établi sur le territoire national qui dispense les formations visées aux alinéas précédents doit être agréé par arrêté du ministre de l'intérieur.

Les organismes de formation légalement établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen souhaitant dispenser ces formations à titre temporaire et occasionnel sur le territoire national sont présumés détenir cet agrément dès lors que le programme de la formation qu'ils dispensent est conforme au présent article.

Cette formation est obligatoire.

Elle donne lieu à la délivrance d'un permis d'exploitation valable dix années. À l'issue de cette période, la participation à une formation de mise à jour des connaissances permet de prolonger la validité du permis d'exploitation pour une nouvelle période de dix années.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article R3332-7

I.-Le programme de la formation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 3332-1-1 pour la délivrance d'un permis d'exploitation est constitué d'enseignements d'une durée minimale de vingt heures réparties sur au moins trois jours. Ces enseignements ne comportent aucune forme de propagande, de publicité, ni de promotion directe ou indirecte en faveur de boissons alcooliques ou de produits du tabac.

Par dérogation au premier alinéa, si l'intéressé justifie, à la date de l'ouverture, de la mutation, de la translation ou du transfert d'une expérience professionnelle de dix ans en qualité d'exploitant, la formation est d'une durée minimale de six heures.

La formation dispensée pour la mise à jour des connaissances prévue au huitième alinéa de l'article L. 3332-1-1 en vue du renouvellement du permis d'exploitation est d'une durée minimale de six heures.

Ces formations comportent une partie théorique, relative à la connaissance de la législation et de la réglementation applicables aux débits de boissons à consommer sur place et aux restaurants, aux obligations en matière de santé publique et d'ordre public, ainsi qu'une partie pratique comprenant des mises en situation et une évaluation des connaissances acquises.

Le programme et l'organisation de ces formations sont précisés par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de l'intérieur.

II.-Le programme des formations initiales et de mise à jour des connaissances mentionnées aux deuxième et huitième alinéas de l'article L. 3332-1-1 est constitué d'enseignements d'une durée de sept heures effectuée en une journée. Ces enseignements ne doivent comporter aucune forme de propagande, de publicité, ni de promotion directe ou indirecte en faveur des boissons alcooliques et des produits du tabac.

Ce programme comporte une partie théorique, relative à la connaissance de la législation et de la réglementation applicables au commerce de détail, à la vente à emporter et à la vente à distance, aux obligations en matière de santé publique et d'ordre public, ainsi qu'une partie pratique comprenant des mises en situation et une évaluation des connaissances acquises.

Le programme et l'organisation des formations sont précisés par arrêté conjoint des ministres chargés de la santé et de l'intérieur.

De son côté, le **CESSIONNAIRE** déclare ne pas se trouver dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi pour l'exploitation d'une telle licence.

Le Notaire soussigné rappelle aux parties les formalités obligatoires relatives au transfert, savoir :

Déclaration de mutation du débit de boissons à la Mairie : le **CESSIONNAIRE** doit, quinze jours au moins avant l'ouverture du débit de boissons, effectuer cette déclaration à la Mairie du lieu où se trouve le débit de boissons.

Le **CESSIONNAIRE** doit, avant de commencer l'exploitation, souscrire une déclaration auprès de la direction générale des douanes et droits indirects et désigner le lieu de vente, les espèces et quantités de boissons possédées en ce lieu. Le **CESSIONNAIRE** déclare, à ce jour, avoir rempli cette formalité.

Le **CESSIONNAIRE** et son bénéficiaire s'engagent à exploiter régulièrement le débit de boisson de façon à ne pas laisser perdre le droit à la licence accordé par l'administration.

En outre, il s'engage à satisfaire à toutes les obligations et prescriptions administratives auxquelles sont soumis les débits de ce genre, de manière à ne pas en déprécier la valeur et ainsi obérer le gage de ses créanciers éventuels.

Dans les rapports entre les parties, la présente cession produira effet à compter de ce jour, les parties déclarant avoir fait la déclaration du transfert en la mairie.

En tant que de besoin, le **CEDANT** déclare renoncer à tous droits sur la licence, sauf cependant si la présente cession venait à être résolue, notamment pour défaut de paiement de la totalité du prix ; auquel cas le **CESSIONNAIRE** ou l'exploitant du débit quel qu'il soit devrait faire retransférer ladite licence au nom du **CEDANT** ou ses ayants droits exerçant l'action résolutoire.

Le **CESSIONNAIRE** continuera, jusqu'au paiement intégral du prix, l'exploitation du débit de boissons de façon à ne pas laisser perdre le droit à la licence accordée par l'administration des contributions indirectes et il satisfera à toutes les obligations et prescriptions administratives auxquelles sont soumis les débits de ce genre.

ETAT DES INSCRIPTIONS

Le **CEDANT** déclare que la licence n'est grevée d'aucune inscription de privilège ou de nantissement ainsi qu'il en est justifié par un état délivré par le Greffe du Tribunal de commerce en date du [] annexé (**ANNEXE**).

Au cas où il s'en révélerait par l'état qui sera réclamé par le notaire soussigné après l'expiration d'un délai de quinzaine des présentes, le **CEDANT** s'engage à en rapporter quittance et mainlevée dans les quinze jours suivant la notification qui lui sera faite.

ENREGISTREMENT - FORMALITES

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement.

Le **CESSIONNAIRE** devra remplir dans les délais voulus les formalités légales de publicité.

Le **CEDANT** sera tenu de rapporter les mainlevées de toutes oppositions ou inscriptions qui pourraient se révéler dans le mois de la dénonciation qui lui en sera faite au domicile ci-après élu.

CAPACITE

Le **CEDANT** déclare :

- Que les indications portées ci-dessus concernant son identité et sa capacité sont parfaitement exactes.

- Qu'il n'existe aucune restriction à sa capacité d'aliéner.

Le **CESSIONNAIRE** est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du [] visée par la [] le [] ou télétransmise à la [] le [], dont une ampliation est demeurée annexée (**ANNEXE**).

Cette délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code susvisé s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif, ainsi que son représentant susnommé le déclare.

Le représentant du **CESSIONNAIRE** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la Commune.

DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITE COMPETENTE DE L'ETAT

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité administrative compétente ou dans la mesure où la cession ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

DROITS DE MUTATION - EXEMPTION

Les présentes sont exonérées de toute perception au profit du Trésor Public en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts, comme étant une acquisition réalisée par une collectivité mentionnée au premier alinéa dans le cadre des articles L 2251-1 à L 2251-4, L 2253-1, L 3231-1 à L 3231-3, L 3231-6, L 3232-4, et des 5°, 6°, 7° et 8° de l'article L 4211-1 du code général des collectivités territoriales, la délibération de l'autorité compétente pour décider l'opération ayant fait référence aux dispositions législatives en cause et étant annexée à l'acte.

FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par le **CESSIONNAIRE** qui s'oblige à leur paiement.

DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en l'office notarial du notaire soussigné.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise, qu'à sa connaissance, le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des

capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : projuris.04018@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

DECHARGE D'OBLIGATION DE GARDE DE L'AVANT-CONTRAT AUTORISATION DE DESTRUCTION

Une copie de l'avant-contrat sous signature privée conclu par les parties en vue de la réalisation de la présente vente, et de ses annexes, est annexée.

Les parties déchargent par les présentes l'office notarial de la garde et de la possession de l'original de cet avant-contrat, et autorisent le notaire soussigné à procéder à sa destruction.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

PROJET